

**Avenant n°35 du 12 avril 2023 relatif aux salaires minima conventionnels dans la Convention Collective Nationale des Activités Industrielles de Boulangerie-Pâtisserie
IDCC 1747**

Entre, d'une part :

- La Fédération des entreprises de boulangerie et de pâtisserie françaises (FEB)

Et, d'autre part :

- La Fédération Générale Agro-alimentaire (FGA-CFDT)
- La Fédération Générale des Travailleurs de l'Agriculture, de l'Alimentation des Tabacs et activités annexes (FGTA-FO)
- La Fédération Nationale Agroalimentaire et Forêts (FNAF-CGT)
- La Fédération des syndicats CFTC « commerce, services et force de vente » (CFTC CSFV)
- La Fédération nationale agroalimentaire CFE-CGC (CFE-CGC)

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

Le présent avenant est applicable à toutes les entreprises, y compris celles de moins de 50 salariés, relevant de la Convention collective des activités industrielles de boulangerie et pâtisserie et appartenant à ce seul secteur d'activité.

Par exception, les entreprises relevant du secteur d'activité des centres immatriculés de conditionnement, de commercialisation et de transformation des œufs et des industries en produits d'œufs (IDCC 2075) ne sont pas visées par le présent avenant.

Compte tenu de la thématique du présent avenant, qui a vocation à s'appliquer à toutes les entreprises quelle que soit leur taille, les partenaires sociaux conviennent, conformément à

l'article L.2261-23-1 du Code du travail, qu'il n'y a pas lieu de prévoir des dispositions spécifiques aux entreprises de moins de cinquante salariés.

Article 1^{er} - Revalorisation des salaires minima conventionnels au 1^{er} avril 2023

A compter du 1^{er} avril 2023, les salaires minima conventionnels mensuels, des catégories ouvriers/ employés, techniciens agents de maîtrise et cadres, sont revalorisés.

En conséquence, au 1^{er} avril 2023, la grille des salaires minimaux mensuels applicables, pour un travail effectif correspondant à la durée conventionnelle du travail en vigueur au jour de la signature, soit 151,67 heures par mois ou 218 jours par an, s'établit comme suit pour les différentes catégories et degrés :

Catégories	Degrés	Salaires minima conventionnels
O/E	OE1	1712,68 €
	OE2	1726,08 €
	OE3	1739,86 €
	OE4	1771,29 €
	OE5	1814,95 €
	OE6	1882,54 €
	OE7	1964,44 €
TAM	TA1	2085,42 €
	TA2	2219,98 €
	TA3	2412,33 €
	TA4	2578,01 €
	TA5	2743,67 €
Cadres	CA1	2914,93 €
	CA2	3287,42 €
	CA3	3820,03 €
	CA4	4353,74 €
	CA5	4909,71 €

Article 2 - Egalité salariale entre les hommes et les femmes

Les parties rappellent l'importance qu'elles attachent au principe d'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, et plus particulièrement celui d'égalité des rémunérations.

Article 3 – Clause de revoyure

Les partenaires sociaux prennent l'engagement de négocier une nouvelle grille des salaires minima dès la prochaine augmentation du SMIC, conformément au calendrier 2023 des négociations de la branche.

Article 3 – Dépôt et Extension

Le présent avenant sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives à l'issue de la procédure de signature conformément aux dispositions de l'article L. 2231-5 du code du travail.

Il sera procédé dans les meilleurs délais aux formalités légales en vue du dépôt conformément à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Les parties demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 12 avril 2023.

Entre, d'une part :

- La Fédération des entreprises de boulangerie et de pâtisserie françaises (FEB)

Et, d'autre part :

- La Fédération Générale des Travailleurs de l'Agriculture, de l'Alimentation des Tabacs et activités annexes (FGTA-FO)
-
- La Fédération des syndicats CFTC « commerce, services et force de vente » (CFTC CSFV)

